

# Henri Soutif

## ou la cavale d'un flic par temps de guerre froide

Né en 1913, ce fils d'un ingénieur des Chemins de Fer, après une solide formation universitaire (licence en droit, licence en lettres) et de longs stages de lecteur en Angleterre et en Allemagne, embrasse en 1936 la carrière policière. Brillant sujet, sorti premier au concours de Commissaire de la Sûreté Nationale, il est rapidement affecté à la prestigieuse Brigade Mobile de Police Judiciaire plus connue sous le nom de « Brigade du Tigre ». L'armistice de 1940 arrive. Sa connaissance de la langue allemande ajoutée à ses talents d'enquêteur vont en faire, en ces temps d'occupation militaire et de politique de collaboration avec l'Allemagne, un excellent candidat pour les « Renseignements Généraux » et la « lutte contre les menées antinationales » (c'est ainsi que le régime de Vichy appelle la Résistance). Après une affectation à Rennes, Soutif est nommé à Quimper le 1<sup>er</sup> juillet 1942 en tant que Commissaire aux Renseignements Généraux ; il va s'y livrer par tous moyens à une chasse aux communistes et aux gaullistes. Ses excellents résultats plaisent certes au préfet du Finistère mais agacent certains responsables de la police qui vont intriguer auprès de Joseph Darnand (Secrétaire général au Maintien de l'Ordre dans le gouvernement de Vichy) qui le révoque de la police par arrêté du 13 avril 1944 et ordonne son arrestation par la Milice, le soupçonnant « d'activité anti-française » et de sympathie gaulliste.

### Un enquêteur « efficace »

Contraint de quitter Quimper, Soutif disparaît et réapparaît à Paris en août 1944 sous l'identité de Capitaine Simonin, membre des Services Spéciaux du Gouvernement Provisoire ... et président d'un comité d'épuration. Il se montre là aussi très efficace dans, cette fois, la chasse aux collabos et autres profiteurs du marché noir. Excellent enquêteur, c'est lui qui va arrêter, le 31 octobre 1944, le Docteur Petiot recherché depuis mars 1944 après la découverte du charnier de son hôtel particulier. Reconnu et identifié, Soutif est réclamé par le Comité de Libération



Carte de police de l'Etat français.  
(Archives départementales)

du Finistère et convoqué par le procureur de la République pour donner des éclaircissements sur sa conduite pendant l'Occupation. Il a bon espoir de convaincre le procureur et le Comité de Libération qu'il a toujours dupé les Allemands et aidé autant qu'il le pouvait les résistants. Il est surtout certain des protections haut placées dont il dispose et, confiant, se rend à Quimper le 2 décembre 1944. Il est immédiatement arrêté et incarcéré. Il ne le restera pas longtemps. Grâce, vraisemblablement, à un règlement de comptes entre la Résistance gaulliste et la Résistance communiste, Soutif est prétendument « évadé » le 15 Janvier 1945 et ramené à Paris par une opération que les Services Spéciaux du Gouvernement provisoire ont organisée. Ce qui scandalise les milieux résistants.

### Impliqué dans le Plan Bleu

Craignant pour sa vie, il se cache à nouveau et trouve un emploi dans un journal d'anciens combattants. Obsédé par la présence de ministres communistes dans le gouvernement, il participe dès 1946 au Plan Bleu, complot anticomuniste visant à installer un régime autoritaire

(interdiction du droit de grève, dissolution de la CGT et de la CFTC)... avec l'espoir qu'il soit présidé par de Gaulle. Le coup d'État échoue, les comploteurs sont arrêtés en juillet 1947 et Soutif connaît à nouveau la prison. Le procès des membres du Plan Bleu a lieu en janvier 1949, les peines infligées sont très légères et Soutif est relaxé. Reste à effacer la condamnation par contumace à 20 ans de travaux forcés prononcée par la Cour de Justice de Rennes en 1946, au titre de son activité dans le Finistère. Soutif décide de purger sa contumace et demande à être à nouveau jugé. Le procès a lieu du 24 au 28 avril 1950. Soutif comparaît libre. Il est défendu par l'avocat d'extrême droite Maître Tixier-Vignancourt. Soutif soutient que, dès 1941, sous le pseudonyme de Le Poulpe, il a été un membre très actif des réseaux de résistance Alliance et de l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée), anticomunistes et plus proches des alliés anglo-américains et du général Giraud que du général de Gaulle. Son appartenance est confirmée par certains de leurs dirigeants.

### « Pour l'Algérie française »

Le Commissaire du Gouvernement va prononcer un réquisitoire très modéré ; et Me Tixier-Vignancourt plaide l'acquiescement d'un patriote « décoré de la croix de guerre avec étoile de bronze et de la médaille de la Résistance ». Au terme d'un bref délibéré, Soutif est bien sûr acquitté. Réintégré dans la police il est mis à la retraite d'office et part alors s'installer à Alger où il continue de « combattre contre le communisme et pour l'Algérie Française ». Clin d'oeil de l'histoire : en 1965, à Saint-Quentin, Soutif est agent comptable à ... la Sécurité Sociale (créée comme chacun sait par Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail de 1945 à 1947) !

### Bibliographie

- René Pichavant, *Les Clandestins de l'Iroise*, tome 2, 1942-1943, pages 475 à 517
- Jean-Marc Berlière, *Policiers français sous l'Occupation*, 2009, pages 220 à 226
- Archives départementales du Finistère 31W341 N°